



Introduction

La précarité : un analyseur des chantiers dans les sciences sociales critiques

Adrien Mazières-Vaysse, Giulia Mensitieri, Cyprien Tasset

Émulations - Revue de sciences sociales

2018, n° 28, « Précarité, précaires, précarité. Allers-retours internationaux ».

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/edito28>

Pour citer cet article

Adrien Mazières, Giulia Mensitieri, Cyprien Tasset « La précarité : un analyseur des chantiers dans les sciences sociales critiques », *Émulations*, n° 28, Mise en ligne le 20 février 2019.

DOI : 10.14428/emulations.028.01

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

PUL PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE LOUVAIN

Introduction

La précarité : un analyseur des chantiers dans les sciences sociales critiques

Adrien Mazières-Vaysse¹, Giulia Mensitieri², Cyprien Tasset³

Pour les chercheurs et les chercheuses en sciences sociales ayant le désir de produire des savoirs critiques sur les transformations contemporaines du travail et des groupes sociaux, il est difficile de ne pas avoir eu affaire à la notion de précarité. Cependant, telle que nous l'avons trouvée lorsque nous avons commencé nos recherches à la fin de la décennie 2000, cette notion était aussi problématique qu'elle était incontournable.

Comment s'en dispenser, pour décrire la reconfiguration des identités nées des mobilisations contre l'emploi flexible en France et en Allemagne, pour analyser les conditions de travail dans le secteur de la mode, ou pour s'interroger sur les potentialités de regroupement social d'une aire floue de travailleurs et travailleuses culturelles sans emploi stable ? Aussi incontournable soient-ils, les mots de la précarité présentent des difficultés et des obscurités qui nous ont amené-e-s, chacun-e à notre façon, à travailler non seulement avec eux, mais aussi sur eux. En effet, comment se satisfaire d'une notion épineuse qu'on ne peut appliquer empiriquement telle quelle (comment délimiter, par exemple, qui est précaire ?) et à peu près unanimement jugée « floue » ? Comment choisir entre ses différentes définitions concurrentes et comment s'orienter dans leur prolifération et leur généralisation croissantes (Barbier, 2005) ? Et enfin, si l'on choisit de recourir aux travaux qui la conceptualisent comme une remise en cause de l'intégration sociale (Paugam, 2000, par exemple), que faire de rapports au travail rencontrés au fil des enquêtes – en particulier dans le secteur culturel (Hesmondhalgh, Baker, 2011) – qui semblent contester cet idéal d'intégration ? Et que faire du refus ancien du « travail salarié » dans le mouvement ouvrier, ressort décisif des révoltes ouvrières des années 1970 (Balestrini, Moroni, 2017 : 402 sq.) et composante affirmée par des mouvements contemporains, lors des mobilisations françaises récentes contre la loi Travail par exemple (Comité érotique révolutionnaire, 2016) ?

Ce dernier point soulève la question du caractère normatif de l'idée de précarité. Certain-e-s auteur-e-s contestent les prétentions universelles de celle-ci en opposant à

¹ Cresppa-LabToP, Université Paris 8.

² IDHES, Université Paris-Nanterre.

³ LCSP, Université Paris Diderot.

sa valorisation de la stabilité de l'emploi la variété des modèles et des normes nationales en matière de régulation du marché du travail : à la notion de précarité, il faudrait par exemple substituer pour la comparaison internationale celle de qualité de l'emploi (Barbier, 2005). Ainsi, des conditions qui pourraient être décrites (et dénoncées) comme « précaires » dans certains pays peuvent être considérées ailleurs comme « normales » et propices pour faire ses preuves et pour évoluer professionnellement (Vultur, 2010). Si la notion de précarité n'est donc qu'un produit de l'histoire sociale française à un moment donné, qu'une problématisation contemporaine de la « question sociale » (Castel, 1995), à quelle légitimité sociologique peut-elle prétendre ?

Une fois ces difficultés conceptuelles ou méthodologiques constatées, comment travailler *sans, contre, avec ou sur* la précarité ? Au lieu de se ranger résolument sous telle ou telle bannière conceptuelle, il nous semblait intéressant de commencer par déployer la pluralité qui fait de la précarité « une notion instable et fragile » (de Peretti, 2005) dont les acceptions débordent sans cesse les définitions et les critères empiriques dans lesquels on tente de les contenir.

1. La précarité : les trajectoires d'une notion

Si l'on débute notre inventaire par un examen des variétés de la notion de précarité répertoriées dans l'espace francophone, tant dans le champ académique que dans le vaste halo des discours journalistique et politique, les premières occurrences de cette famille lexicale datent d'il y a quatre décennies et se diffractent d'emblée en plusieurs sous-ensembles (Tasset, 2017).

Les deux acceptions les mieux implantées en sociologie sont le produit de deux types d'instances susceptibles de coopérer avec les chercheur·e·s et de leur adresser des demandes : les grandes centrales syndicales que sont la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération française démocratique du travail (CFDT) d'une part et, d'autre part, le monde de l'expertise sur la pauvreté où coopèrent associations caritatives et hauts fonctionnaires. En effet, les années 1970 voient se mettre en place, à peu près au même moment, un discours d'analyse critique des formes particulières d'emploi, proche des points de vue syndicaux, et des alarmes quant à l'émergence de nouvelles formes de pauvreté, qui auraient été mal perçues et mal prises en charge par les dispositifs existants (Didier, 1996). Ces deux types de discours aspirant à influencer les pouvoirs publics ont pu s'institutionnaliser de concert au sein de la littérature d'expertise administrative, quitte à ce que les connotations de l'une déteignent sur l'autre, et inversement, conférant au signifiant « précarité » une ambiguïté originelle entre relation d'emploi atypique et pauvreté économique (Nicole-Drancourt, 1992).

Deux autres constellations de sens, qui se sont, elles aussi, constituées à la fin des années 1970, sont d'orientation davantage contestataire et ont connu des trajectoires plus minoritaires. Toutes les deux partent, comme la perspective syndicale, de l'essor

des « formes particulières d'emploi ». La première approche s'inspire du marxisme « opéraïste » développé en Italie. À la différence des « gauches syndicales » françaises, présentes dans la CFDT, la CGT et la Fédération de l'éducation nationale (FEN), soucieuses de maintenir l'unité subjective du « prolétariat », les opéraïstes (Wright, 2002) voient dans les « précaires » un « sujet politique » émergent, produit des mutations du capitalisme et destiné à mener les nouvelles luttes sociales (Vercellone, 2006 ; Moulier-Boutang, 2007 ; Corsani, Lazzarato, Negri *et al.*, 1996). En concomitance avec cette vision du précaire comme sujet politique qui valorise le rôle productif des précaires, parler de « précaires » sert également, à la même époque, pour désigner les modes de vie – qui pouvaient ponctuellement recourir à l'emploi dit « précaire » – inspirés par le refus du travail (Cingolani, 1986). Même si les pratiques contre-culturelles de ces « marginaux » et les analyses néomarxistes pouvaient s'articuler ou se confondre, en particulier au sein des mouvements dits « autonomes » des années 1970, elles lèguent au lexique de la précarité une alternative entre deux imaginaires du radicalisme politique : l'un centré sur la lutte, et l'autre sur la désertion.

Ces deux couples d'usages francophones de la précarité ont connu des destinées variées à l'international. Voilà le point de départ à l'origine de ce dossier : interroger, notamment par des apports empiriques, la trajectoire des notions de « précarité », « précaires » et « précaire » à l'international, leur circulation d'un espace national à un autre, leurs importations et leurs interprétations, leurs réinterprétations et leurs réimportations. Dans les sciences sociales françaises, c'est l'acception syndicale de la précarité (de l'emploi, donc) qui, tout en retenant quelque chose du rapprochement avec la pauvreté, a connu les développements les plus ambitieux et les plus visibles à l'étranger. *Les métamorphoses de la question sociale* (Castel, 1995), mais aussi *Le salarié de la précarité* (Paugam, 2000), ainsi que le court texte militant de Pierre Bourdieu (1998), « La précarité est aujourd'hui partout », sont régulièrement cités dans les bibliographies anglophones, de même que dans les travaux qui adaptent la notion de précarité dans d'autres langues : l'allemand *Prekarität* (Marchart, 2013), l'espagnol *precariedad* (Casas-Cortés, 2014), l'italien *precarietà* (Murgia, Armano, 2012). Paradoxalement, alors que les travaux non-francophones importent plutôt l'acception de la notion de précarité en termes d'emploi discontinu, ce sont ces mêmes travaux qui hybrident la notion avec des sources plus marquées par le radicalisme politique, souvent à travers des combinaisons variables de marxisme et de *French Theory*.

La diffusion académique des dérivés anglophones de la précarité (*precarity/precariousness/precariat*) trouve ses origines à l'intersection des champs militants et académiques (Gill, Pratt, 2008). Elle est stimulée, au milieu de la décennie 2000, par le mouvement EuroMayDay, qui cherche à coordonner les revendications des précaires à l'échelle européenne. En dehors de la France, le transfert des savoirs militants sur les précaires du champ militant au monde académique contribue à rendre visible un certain nombre de chercheur-e-s-militant-e-s : Alex Foti, Angela Mitropoulos, Andrew Ross ou encore Manuela Zechner dont nous publions la

traduction d'un de ses travaux. Du point de vue formel, les écrits anglophones se caractérisent par ailleurs par la variété des registres et en particulier par l'abondance de textes à mi-chemin entre l'analyse sociologique, la littérature militante et le témoignage, prenant souvent pour objet la condition universitaire. Ce genre, dont les textes de facture plus académiques sont indissociables, sera représenté par la contribution de Salvatore Poier qui ouvre ce dossier. Une autre spécificité des recherches anglophones, souvent influencées par l'opéraïsme italien (Berardi, 2009), est la place privilégiée dans les réflexions sur la précarité qu'occupe le travail culturel (McRobbie, 2016 ; Neff, Wissinger, Zukin, 2005), sous le qualificatif d'*immaterial* ou de *creative labour*. Nous avons interrogé à ce sujet Angela McRobbie.

2. Précarité, précaires, précariat : allers-retours internationaux

En choisissant, à travers un panorama succinct des variations internationales de la notion de précarité, de s'ouvrir au foisonnement de ses usages et de ses significations, nous tournons le dos, du moins pour le moment, à la perspective d'unifier les sciences sociales de la précarité sous la bannière d'un unique modèle conceptuel. C'est en laissant se déployer une pluralité échevelée de conceptualisations et d'usages qu'on gagnera, nous l'espérons, en contrepartie, un bel analyseur des chantiers des sciences sociales critiques contemporaines et des tensions qui les parcourent. Les allers-retours internationaux des notions de « précaires », de « précarité » et de « précariat » mettent en évidence, davantage qu'à l'échelle du seul champ francophone, les continuités et les renouvellements des perspectives critiques parfois endossées par la recherche. De façon à pouvoir situer les contributions de ce dossier parmi les tensions de cet espace, nous voudrions en particulier insister sur une polarisation triangulaire des travaux contemporains à l'échelle internationale.

Un premier pôle bien identifié d'usages critiques de la notion de précarité dans les sciences sociales pointe les défaillances des sociétés démocratiques fondées sur le salariat. Les travaux français classiques des années 1990 sur la dégradation de la condition salariale, les atteintes au droit du travail et la perte d'intégration sociale en constitueraient le noyau. La critique, qui rejoint souvent celles du néolibéralisme, lui oppose un rappel des conditions institutionnelles minimales d'une « société de semblables » (Castel, 1995). Ce type d'analyses critiques, élaborées à partir de l'expérience française, a été jugé éclairant par de nombreux chercheur-e-s dans d'autres pays (Dörre, 2010, par exemple). Cependant, si le mouvement de remise en cause des institutions de l'État-providence qu'elle dénonce n'a rien perdu de son actualité, cette critique peine à désigner un principe de changement sur lequel fonder l'espoir d'un retournement de tendance. De plus, l'émergence d'enjeux et de temporalités liés à la crise environnementale dévitalise l'horizon d'une restauration de la cité du travail (fordiste).

Un second pôle étend les usages de la « précarité » au-delà des usages premiers de la notion et prolonge l'étude des conditions d'emploi par l'analyse de ce que leurs transformations font aux subjectivités. À partir d'emprunts à des philosophes tels que Michel Foucault, Gilles Deleuze ou Félix Guattari, et surtout au marxisme opéraïste italien, ces recherches soulignent la puissance d'accaparement de la subjectivité par les nouveaux dispositifs de travail, dans lesquels la continuité, n'étant plus assurée par un statut durable, repose sur l'engagement permanent d'un sujet sommé de veiller sur soi comme sur un petit capital (Dardot, Laval, 2009). La précarité est ici comprise comme la condition exposant le plus crûment aux injonctions du travail néolibéral, au point de poser la question de la soutenabilité psychique de ce régime.

Un troisième pôle est de prime abord plus disparate. Il trouve ses origines dans des courants variés, du néomarxisme jusqu'au féminisme matérialiste, en passant par l'écologie politique ou l'écoféminisme, mais a mis au cœur de son analyse des thèmes récurrents : les « communs », la vulnérabilité, les interdépendances, le *care*... En revenant à Marx, qui a montré que la mise en place du capitalisme avait impliqué de dépouiller des populations entières de « leurs moyens de subsistance » (Marx, 1993 [1867] : 806 ; Marx, 2013 [1842]), ce troisième pôle interroge le monde social, au-delà de la production, dans les conditions de sa reproduction. La « guerre contre la subsistance » (Baschet, 2014 : 122) est une caractéristique durable de ce système. Le reflux en cours du compromis keynésiano-fordiste qui fondait la société salariale et, plus radicalement, la fragilisation de l'assise matérielle des sociétés industrielles invitent à se réinterroger sur les multiples façons d'assurer cette subsistance et à réévaluer, comme y invite le féminisme matérialiste, ce que la subsistance doit au travail de reproduction, quelles que soient les positions dans les rapports de production.

En combinant l'apport de ces trois pôles, les travaux contemporains tentent de cerner la question de la précarité en empruntant plusieurs chemins. Loin de condamner l'action collective, la précarisation n'a pas été un pur inhibiteur de mobilisations (Bérout, Bouffartigue, 2009). Elle a néanmoins imposé aux organisations syndicales de se transformer : notamment en s'inspirant de la tradition américaine du (*community*) *organizing* qui s'est nourrie des analyses de la précarité, et ce, pour tenter d'organiser celles et ceux que le marché du travail rejetait à ses marges. Sous la double impulsion de militant·es précaires et de courants syndicaux combatifs, des syndicats ont été à l'origine d'initiatives diverses : réformes des organisations territoriales et de branches, développement d'alliances, utilisation renouvelée de répertoires plus contestataires (Bérout, Giraud, Yon, 2018 : 146-150) et « extension du domaine de la participation » (Mazières-Vaysse, 2013 : 95-97). Ces mobilisations « de précaires » et les luttes « contre la précarité » ont manifesté l'*agency* de celles et ceux qui s'y engageaient – loin des caractérisations en termes d'« exclus » ou de « sans-emploi » – et les potentielles subjectivités rebelles qui pouvaient en naître. Si la précarité comme cadrage s'est faite plus discrète après le mouvement contre le contrat première embauche (CPE) en

France ou le déclin de l'EuroMayDay au milieu des années 2000, ses répertoires d'action renouvelés, ses formes d'organisation et ses mots d'ordre ont irrigué les mouvements européens contre l'austérité quelques années plus tard (Della Porta, Mattoni, 2014). Maurilio Pirone développe ces questions dans son texte, en analysant précisément la trajectoire des mobilisations italiennes.

Lorsqu'ils utilisent la notion de précarité, en la détournant de son sens premier en termes d'effritement de la « propriété sociale » associée au salariat (Castel, Haroche, 2001), d'autres travaux de recherche s'en servent pour désigner des terrains de luttes en vue d'autonomisations partielles de l'accès aux ressources vitales. Ces recherches s'intéressent aux pratiques d'autoproduction, aux « frugalités » individuelles (Cingolani, 2014), aux coopérations collectives visant la réduction de la dépendance directe à la marchandise, aux façons de prendre soin les uns des autres pour pallier le retrait des solidarités formelles, ou encore aux tentatives de maîtrise collective des ressources vitales (Centemeri, 2018). Elles s'inspirent parfois de l'expérience de populations ayant suivi d'autres trajectoires que celles des sociétés industrielles occidentales (Esteve, Ragazzini, 2014), ou qui ont été précipitées dans une régression aiguë (Canabate, 2015, sur la Grèce et l'Espagne ; Asara, 2018, sur Barcelone). La recherche tend alors à réactiver les horizons critiques de la précarité-désertion des années 1970 et le type de travaux, dans lesquels elle s'incarne, pourrait être qualifié d'ethnographies de substances expérimentales dans un capitalisme de captation (Tsing, 2017 [2015], par exemple).

Ces différents horizons critiques de la précarité sont perceptibles à travers les contributions qui composent le présent dossier.

3. La précarité : des horizons critiques multiples

Ce numéro d'*Émulations* s'ouvre avec un écrit de Salvatore Poier au statut particulier. En effet, il ne s'agit pas d'un article de facture académique sur la précarité mais de l'écrit d'un chercheur qui, dans une démarche réflexive, nous conte son expérience précaire de docteur sans poste et de chauffeur pour Uber et Lyft. Cette auto-ethnographie montre la capacité saisissante des plateformes à accaparer l'existence de ses sujets-travailleur-se-s et à étendre leur disponibilité en manipulant leur perception des récompenses possibles. Avec finesse, Poier expose la forme extrême de mise à disposition que les plateformes exigent des travailleur-se-s et ce qui en découle : une captation du présent, colonisé par l'urgence de faire, d'être là, à tout prix, dans l'espoir de décrocher une course, situation qui n'est pas si éloignée des effets de la précarité en milieu universitaire. Si ce texte constitue le premier élément de ce dossier, c'est parce qu'il assume que la précarité n'est pas seulement objet de compassion mais aussi une condition qui échoit aux chercheur-e-s eux-mêmes. L'intérêt que nous portons à nos objets de recherche venant, entre autres choses, de notre propre expérience de la précarité, il nous a semblé important d'affirmer l'importance du point de vue situé que

développe Poier. Sa contribution permet d'illustrer avec clarté l'imbrication souvent inévitable, lorsqu'il s'agit de précarité, qu'entretient la recherche avec nos expériences individuelles, nos indignations, dénonciations et parfois actions militantes.

Dans la continuité de cette première contribution, le texte de Manuela Zechner, que nous avons traduit pour ce dossier, inscrit la précarité au cœur d'une réflexion sur la faillite de l'autonomie présumée du sujet néolibéral. À travers l'expérience de la crise économique de l'Espagne après 2008, l'auteure décrit l'ébranlement de l'idéologie des classes moyennes, fondée sur un mirage de liberté, sur une autonomie fictive vis-à-vis des structures sociales. Elle défend le développement d'interdépendances et de co-dépendances, modes de vie bien connus des populations subalternes. Le sens de « précaire » est ici investi de son étymologie : est précaire celui qui est dépendant, nécessite du soin (*care*), mais ne peut prodiguer de *care* à celles et ceux qui l'entourent. Ainsi, le déclassement violent produit par la crise de 2008 aura peut-être eu l'intérêt d'affaiblir un mythe qui voit l'indépendance comme la norme et la dépendance comme l'exception. Il devient alors plus fécond de comprendre la précarité comme une affaire de reproduction (sociale) que de position dans les seuls rapports de production à laquelle l'ont en partie cantonnée certaines approches, non parce qu'elles avaient pour objet d'étude l'emploi, mais parce qu'elles ont pensé que la précarité s'incarnait principalement dans la sphère de l'emploi.

Outre ces deux textes, le numéro comprend six articles présentant des recherches universitaires récentes. Dans le premier de ces articles, Nina Sahraoui, en s'inspirant de la philosophie morale féministe, en particulier de Judith Butler (2004), Isabell Lorey (2015) et Joan Tronto (2013), interroge la précarité *à partir du genre* et prolonge ainsi les recherches qui ont questionné les implicites sexués de certaines acceptions de la « précarité » (Revel, 2014 ; Weeks, 2011). À partir d'une recherche menée à Londres, Madrid et Paris sur les soignant-e-s racialisé-e-s employé-e-s dans le secteur privé de soins aux personnes âgées, celle-ci met en lumière la dimension ontologique de la précarité qui implique des interdépendances – occultées, comme le pointent certaines théories féministes, par la vision néolibérale. Au travers d'une circulation transatlantique de la notion de précarité, le texte articule philosophies et ethnographies du *care* avec les approches originelles de la précarité pensée dans son rapport à l'emploi. Cette perspective heuristique permet de saisir les tensions de l'activité des travailleur-se-s du *care* : leur travail émotionnel, le plus souvent invisibilisé, entre en contradiction avec les mesures de normalisation managériale auxquelles on les soumet. « [P]enser la précarité à partir du genre » permet de comprendre le travail du *care* comme le lieu d'une des contradictions du capitalisme contemporain, marqué par l'héritage colonial.

Dans un deuxième article, Magali Ballatore et Jean-Baptiste Bertrand étudient la précarisation des parcours professionnels à la Commission européenne (CE) de Bruxelles et mettent en lumière un rattrapage progressif de la norme de l'emploi stable par ses marges. Les auteur-e-s montrent la diversité des parcours professionnels en

fonction du pays d'origine, des origines sociales et scolaires, et l'extension de la précarité, bien au-delà des classes populaires, dans les fractions supérieures du salariat – où précarité n'est pas synonyme de pauvreté. La loyauté des individus dans un secteur hautement valorisé d'un point de vue symbolique mais qui n'est pas épargné par l'instabilité, illustre l'engagement au travail de jeunes salarié-e-s face à des employeurs prestigieux et sévèrement sélectifs. Cette économie de l'espoir, qui se matérialise dans l'ethos de l'investissement personnel et de la « servitude volontaire » dans lesquels ces salarié-e-s sont pris-e-s, est également observable dans les milieux créatifs et culturels (Mensitieri, 2018). Au-delà de la question ancienne de l'engagement au travail (Burawoy, 2015 [1979]) renouvelée par des travaux récents, le texte nous donne également à voir la convergence des significations sociales entre précarité et migrations (Casas-Cortés, Cobarrubias, 2017 : 170).

Un des axes de notre appel à articles suggérait de confronter la notion de précarité à la variété des configurations nationales. C'est ce que fait Sebastián Pérez Sepúlveda dans le troisième article du dossier, en analysant la précarité du travail à l'ère du néolibéralisme avancé au Chili. Ce texte illustre à nos yeux ce que « l'invention » de la précarité veut dire. La notion de précarité sert à susciter de l'indignation face au revirement de la tendance localisée à la stabilisation de l'emploi, sur le fond d'une instabilité de l'emploi qui est inhérente au système capitaliste (Bihr, 2007) ; l'instabilité n'est pas nouvelle (Beau, 2004) ; le fordisme ne constitue qu'une parenthèse historique (Neilson, Rossiter, 2008). La notion de précarité est une problématisation contemporaine de l'instabilité de l'emploi qui n'apparaît que lorsque l'essentiel de l'emploi, à l'issue d'un processus long de stabilisation opéré aux XIX^e et XX^e siècle, est devenu stable – le point culminant se situant au milieu des années 1970. C'est pourquoi, la « précarité » fait face à des limites : hors de ses reformulations les plus contemporaines, son cadre d'analyse néglige le travail accompli dans la sphère domestique (Delphy, 2016 [1984], 2015) – travail ménager, travail émotionnel et relationnel ; elle est ethnocentrée, moins efficace pour décrire des espaces où l'instabilité est forte que pour analyser le marché du travail d'espaces fortement régulés (Doogan, 2009) ; elle s'applique mieux au cœur symbolique du travail des Trente glorieuses – le salariat masculin blanc – qu'à toutes les autres formes de travail. En revenant sur le désarmement radical du sens du travail opéré à partir du « Plan du travail » à la fin des années 1970, Sebastián Pérez Sepúlveda montre qu'au Chili le travail renvoie aujourd'hui à une position abstraite dans le marché de l'emploi, mais ne constitue pas une référence collective et agonistique, moyen d'existence symbolique et d'intégration sociale du salariat.

Partant de la question de l'intégration sociale, Mahaut Ritz, dans un quatrième article, réactive le débat entre les investissements politiques réformistes ou plus contestataires de la précarité, en revenant sur les risques que sa problématisation comme atteinte à l'intégration ne masque l'exploitation au cœur des rapports sociaux de classes qui sont à l'œuvre dans les sociétés industrialisées. L'auteure rappelle les

analyses critiques des années 1990 sur la « précarité-exclusion » et envisage les effets normatifs et politiques d'une telle approche organiciste où la précarité est conçue comme un désordre de l'organisme social tel que le concevait Émile Durkheim. L'auteure plaide pour une utilisation de la notion de précarité en termes de « précarité-exploitation », tout en prenant au sérieux ce que la problématisation en termes d'exclusion peut apporter à la description des nouvelles formes de pauvreté qui ont émergé à l'ère postfordiste.

La figure du précaire apparaît, dans un cinquième article, comme celui qui prie, devant s'en remettre sans cesse davantage à la contingence des relations interindividuelles au fur et à mesure que se délitent l'État-providence et les formes collectives de protection. Dans une ethnographie des mécaniciens de rue dans une commune d'Île-de-France, Denis Giordano, décrit ces « entrepreneurs de soi » (Gorz, 2001) voués à la multiactivité (Boltanski, Chiapello, 1999 ; Cingolani, 2014). Paradoxalement, l'usure physique des corps renvoie ces acteurs, plutôt inscrits dans un entre-soi masculin, aux réflexions féministes sur la précarité « ontologique ». Comme les nouveaux-les travailleur-se-s des plateformes, les mécaniciens expérimentent une emprise du travail sur le temps vécu, une impossibilité de projection à court terme – aspects de la précarité partagés avec des mondes socialement et symboliquement très lointains comme, à nouveau, les travailleur-se-s des secteurs créatifs et culturels.

Les affects tristes qu'évoquent les textes réunis dans ce dossier ne doivent néanmoins pas être considérés avec misérabilisme. Les discours sur la précarité peuvent aussi valoriser les capacités d'autonomie des précaires et dénoncer les connotations compassionnelles de la notion (Devriendt, 2017). Inspiré par les fiertés précaires nées en Italie au début des années 2000, Maurilio Pirone nous offre, dans un dernier article, un panorama des mobilisations italiennes de précaires jusqu'à aujourd'hui. Il distingue deux vagues protestataires : l'une, dans la foulée du mouvement altermondialiste, fait émerger la question de la précarité en Italie et donne une représentation aux précaires ; l'autre, qui fait suite à la crise de 2008, est contemporaine d'une généralisation de la condition précaire. Dans cette dernière phase, la grève devient « sociale ». La précarité, qui n'est certainement pas nouvelle en Italie, transforme la manière dont les luttes s'opèrent. Les travailleur-se-s des entrepôts mènent des blocages des voies de communication et des occupations des centres logistiques ; les coursier-e-s de Foodora investissent l'espace public qui est leur lieu de travail ; les mobilisations féministes mettent en lumière le lien entre production et reproduction, tentant de retirer les corps des logiques d'une hiérarchie sexuée. Ce dernier texte illustre ainsi les « effets de la précarisation » (Della Porta, Hänninen, Siisiäinen *et al.*, 2015) et décrit la variété des acteurs agissant dans cet espace (Choi, Mattoni, 2010) ainsi que les coalitions qu'ils construisent. Il esquisse, enfin, des reconfigurations subjectives – que l'on devine également dans d'autres pays – qui sont le produit de désirs démocratiques renouvelés (Juris, 2012) et d'articulations multiples : entre mobilisations populaires (Indignés, Nuit

debout...) et conflits du travail, entre production et reproduction, entre individualisation et appartenance.

Nous avons interviewé pour ce numéro Angela McRobbie, spécialiste du *creative labour* : chercheuse britannique ayant travaillé sur les transformations du travail culturel et créatif, elle retrace le parcours qui l'a amenée à nourrir les *cultural studies* des élaborations – continentales notamment – de la notion de précarité. Pour l'analyse de ses enquêtes en Grande-Bretagne et en Allemagne, elle s'est appuyée sur un appareil théorique riche en références italiennes et françaises. Ses trajectoires scientifique et épistémologique constituent donc une manifestation concrète des circulations internationales de la précarité. Néanmoins, sa contribution montre également les limites de notions qui se prétendent inclusives et qui peuvent se révéler en réalité étroitement situées. Angela McRobbie pointe la tendance, notamment dans les approches opéraïstes, à minorer l'importance et l'ancienneté de la précarité dans les secteurs marginalisés du marché du travail qu'occupent de longue date, au Royaume-Uni comme dans de nombreux pays, les femmes et les personnes migrantes. La tradition féministe et les *postcolonial studies* se révèlent alors fondamentales pour interroger l'étendue multiforme de la précarité. Ces perspectives, qui se décentrent de la représentation par défaut du travailleur blanc et masculin, forment un spectre qui éclaire les situations d'enquête et permet de penser le renouvellement à l'œuvre des formes d'organisation collective, ayant souvent lieu à l'ombre des syndicats.

En conclusion de ce dossier, Patrick Cingolani essaie de penser ensemble les deux univers de sens que recouvre, dans son acception la plus large, la notion de précarité telle qu'elle a été enrichie par la circulation internationale : les luttes d'un travail privé de ses droits et les expérimentations communautaires. Il envisage les horizons qu'ouvrent la précarité et les précaires pour « repenser les solidarités » aujourd'hui, rejoignant ainsi parfois l'analyse des *Utopies réelles* d'Erik Olin Wright (2017) qui donne sa faveur aux expérimentations réellement existantes plutôt qu'à un « utopisme imaginaire » (Farnéa, Jeanpierre, 2013). En passant en revue les contributions de ce numéro et en les mettant en relation avec d'autres écrits, Patrick Cingolani fait de la polysémie du champ sémantique et intellectuel de la précarité un outil porteur de nouvelles ambitions ainsi que de désirs émancipés de ceux que le capitalisme impose. C'est dans les interstices des concepts et des mots glissants, flous, multiformes, comme le sont ceux de la précarité, que l'on peut expérimenter des manières de faire, de penser et de se penser. C'est précisément dans l'épaisseur des marges, des situations, des conditions et des revendications liées à la précarité qu'auteur-e-s et acteurs-trices ont trouvé de la matière et de l'énergie heuristiques à même de nous sortir de l'ensorcellement du capitalisme (Pignarre, Stengers, 2005) et de la sidération impuissante devant les effondrements à venir. Nous espérons que ce numéro ait participé, sinon à les nourrir, du moins à les répertorier.

Bibliographie

- ASARA V. (2018), « Untangling the radical imaginaries of the Indignados' movement: commons, autonomy and ecologism », *SRE Discussion Papers*, n° 4. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : <https://econpapers.repec.org/paper/wiwwus009/6431.htm>.
- BALESTRINI N., MORONI P. (2017), *La Horde d'or. La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle*, Paris, L'éclat. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : <http://ordadoro.info>.
- BARBIER J.-C. (2005), « La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 2, p. 351-371.
- BASCHET J. (2014), *Adieux au capitalisme*, Paris, La Découverte.
- BEAU A.-S. (2004), *Un siècle d'emplois précaires : patron-ne-s et salarié-es dans le grand commerce (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Payot.
- BERARDI F. (2009), *Precarious rhapsody. Semiocapitalism and the pathologies of the post-alpha generation*, Londres, Minor Compositions. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : <http://www.minorcompositions.info/wp-content/uploads/2009/06/PrecariousRhapsodyWeb.pdf>.
- BEROUD S., BOUFFARTIGUE P. (dir.) (2009), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute.
- BEROUD S., GIRAUD B., YON K. (2018), *Sociologie politique du syndicalisme*, Paris, Armand Colin.
- BIHR A. (2007), « La précarité gît au cœur du rapport salarial. Une perspective marxiste », *Interrogations*, n° 4. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : <http://www.revue-interrogations.org/Resume,323>.
- BOURDIEU P. (1998), « La précarité est aujourd'hui partout », in *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Éditions Raisons d'agir, p. 95-101.
- BOLTANSKI L., CHIAPELLO È. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BURAWOY M. (2015 [1979]), *Produire le consentement*, Paris, La ville brûle.
- BUTLER J. (2004), *Precarious life. The powers of mourning and violence*, Londres/New York, Verso.
- CANABATE A. (2015), « Décroissance et récession en Europe », in A. Sinaï (dir.), *Économie de l'après-croissance. Politiques de l'Anthropocène II*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 48-71.

- CASAS-CORTÉS M. (2014), « A genealogy of precarity: a toolbox for rearticulating fragmented social realities in and out of the workplace », *Rethinking Marxism: a journal of economics, culture & society*, vol. 26, n° 2, p. 206-226.
- CASAS-CORTÉS M., COBARRUBIAS S. (2017), « “Precariedad everywhere?” Rethinking precarity and emigration in Spain », in E. ARMANO, A. BOVE, A. MURGIA (dir.), *Mapping precariousness. Labour insecurity and uncertain livelihoods*, Abingdon/New York, Routledge, p. 170-185.
- CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CASTEL R., HAROCHE C. (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard.
- CENTEMERI L. (2018), « Commons and the new environmentalism of everyday life. Alternative value practices and multispecies commoning in the permaculture movement », in L. PELLIZZONI (dir.), *Rassegna Italiana di Sociologia*, numéro spécial « Problematizing the commons: new insights into the promises and perils of commoning », à paraître.
- CHOI H.-L., MATTONI A. (2010), « The contentious field of precarious work in Italy: political actors, strategies and coalitions », *WorkingUSA*, vol. 13, n° 2, p. 213-243.
- CINGOLANI P. (1986), *L'exil du précaire. Récits de vie en marge du travail*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- CINGOLANI P. (2014), *Révolutions précaires. Essai sur l'avenir de l'émancipation*, Paris, La Découverte.
- COMITE EROTIQUE REVOLUTIONNAIRE (2016), *Libérons-nous du travail*, Paris, Divergences.
- CORSANI A., LAZZARATO M., NEGRI A. et al. (1996), *Le bassin de travail immatériel dans la métropole parisienne*, Paris, L'Harmattan.
- DARDOT P., LAVAL C. (2009), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte.
- DELLA PORTA D., MATTONI A. (dir.) (2014), *Spreading protest. Social movements in times of crisis*, Colchester, ECPR Press.
- DELLA PORTA D., HÄNNINEN S., SIISIÄINEN M., SILVASTI T. (dir.) (2015), *The new social division. Making and unmaking precariousness*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- DELPHY C. (2015), *Pour une théorie générale de l'exploitation. Des différentes formes d'extorsion de travail aujourd'hui*, Paris, Syllepse.
- DELPHY C. (2016 [1984]), *Close to home. A materialist analysis of women's oppression*, Londres/New York, Verso.
- DE PERETTI G. (2005), « Précaire : une catégorie instable et fragile », *EMPAN*, n° 60, p. 14-23.

- DEVRIENDT E. (2017), « Leur précarité n'est pas la nôtre : critiques de la norme salariale et luttes sociales minoritaires (2003-2010) », *Langage et société*, n° 159, p. 63-81.
- DIDIER E. (1996), « De "l'exclusion" à l'exclusion », *Politix*, n° 34, p. 5-27.
- DOOGAN K. (2009), *New capitalism? The transformation of work*, Cambridge, Polity Press.
- DÖRRE K. (2010), « Génération Précaire – ein europäisches Phänomen? » in M. BUSCH, J. JESKOW, R. STUTZ (dir.), *Zwischen Prekarisierung und Protest. Die Lebenslagen und Generationsbilder von Jugendlichen in Ost und West*, Bielefeld, Transcript Verlag, p. 39-74.
- ESTEVA G., RAGAZZINI I. (2014), « De la précarité à la convivialité », in S. CONTARINI, L. MARSI (dir.), *Précariat. Pour une critique de la société de la précarité*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, p. 147-166.
- FARNEA V., JEANPIERRE L. (2013), « Des utopies possibles aux utopies réelles. Entretien avec Erik Olin Wright », *Tracés*, n° 24, p. 231-243.
- GILL R., PRATT A. (2008), « In the social factory? Immaterial labour, precariousness and cultural work », *Theory, Culture & Society*, vol. 25, n° 7-8, p. 1-30.
- GORZ A. (2001), « "La personne devient une entreprise". Note sur le travail de production de soi », *Revue du MAUSS*, n° 18, p. 61-66.
- HESMONDHALGH D., BAKER S. (2011), *Creative labour: media work in three cultural industries*, Londres, Routledge.
- JURIS J. (2012), « Reflections on #Occupy everywhere: social media, public space, and emerging logics of aggregation », *American Ethnologist*, vol. 39, n° 2, p. 259-279.
- LOREY I. (2015), *State of insecurity. Government of the precarious*, Londres/New York, Verso.
- MARCHART O. (dir.) (2013), *Facetten der Prekarisierungsgesellschaft. Prekäre Verhältnisse. Sozialwissenschaftliche Perspektiven auf die Prekarisierung von Arbeit und Leben*, Bielefeld, Transcript Verlag.
- MARX K. (1993 [1867]), *Le capital. Livre I*, Paris, Presses universitaires de France.
- MARX K. (2013 [1842]), *La loi sur le vol de bois*, Sainte-Marguerite-sur-Mer, Éditions des Équateurs.
- MAZIERES-VAYSSE A. (2013), « Entre représentation institutionnelle et action collective : la variété des pratiques syndicales dans un centre d'appels », *Participations*, n° 5, p. 77-101.
- MCRROBBIE A. (2016), *Be creative. Making a living in the new culture industries*, Cambridge, Polity Press.
- MENSITIERI G. (2018), « *Le plus beau métier du monde* ». *Dans les coulisses de l'industrie de la mode*, Paris, La Découverte.

- MOULIER-BOUTANG Y. (2007), *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Paris, Amsterdam.
- MURGIA A., ARMANO E. (dir.) (2012), *Mappe della precarietà*, 2 vol., Bologne, I Libri di Emil. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : http://www.ilibridiemil.it/images/Image/Emil_Ricerca/2012/Mappedellaprecariet a1.pdf et http://www.ilibridiemil.it/images/Image/Emil_Ricerca/2012/Mappedellaprecariet a2.pdf.
- NEFF G., WISSINGER E., ZUKIN S. (2005), « Entrepreneurial labor among cultural producers: “cool” jobs in “hot” industries », *Social Semiotics*, vol. 15, n° 3, p. 307-334.
- NEILSON B., ROSSITER N. (2008), « Precarity as a political concept, or, Fordism as exception », *Theory, Culture & Society*, vol. 25, n° 7-8, p. 51-72.
- NICOLE-DRANCOURT C. (1992), « L'idée de précarité revisitée », *Travail et emploi*, n° 52, p. 57-70.
- PAUGAM S. (2000), *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, Presses universitaires de France.
- PIGNARRE F., STENGERS I. (2005), *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, Paris, La Découverte.
- REVEL J. (2014), « Féminisation du travail et précarisation de l'existence : deux paradigmes superposés », in S. CONTARINI, L. MARSI (dir.), *Précariat. Pour une critique de la société de la précarité*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, p. 125-136.
- TASSET C. (2017), « La mesure des précaires. Revisiter la genèse de l'idée de précarité à la lumière des rapports à la quantification », *Sociologie et sociétés*, vol. 49, n° 1, p. 215-237.
- TRONTO J. C. (2013), *Caring democracy. Markets, equality, and justice*, New York, New York University Press.
- TSING A. L. (2017 [2015]), *Le champignon de la fin du monde*, Paris, La Découverte.
- VERCELLONE C. (2006), *Capitalismo cognitivo*, Rome, Manifesto Libri.
- VULTUR M. (2010), « La précarité : un “concept fantôme” dans la réalité mouvante du monde du travail », *SociologieS*. En ligne, consulté le 16 septembre 2018. URL : <https://journals.openedition.org/sociologies/3287>.
- WEEKS K. (2011), *The problem with work. Feminism, Marxism, antiwork politics, and postwork imaginaries*, Durham/Londres, Duke University Press.
- WRIGHT E. O. (2017), *Utopies réelles*, Paris, La Découverte.
- WRIGHT S. (2002), *Storming heaven: class composition and struggle in Italian autonomist Marxism*, Londres, Pluto Press.